



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Lutte contre l'islam politique

Question au Gouvernement n° 2254

Texte de la question

LUTTE CONTRE L'ISLAM POLITIQUE

M. le président. La parole est à M. Meyer Habib.

M. Meyer Habib. Ma question s'adressait au ministre des affaires étrangères mais, vu sa gravité, je la pose au Premier ministre. À mon tour, je tenais à exprimer mon immense émotion après l'attentat de la préfecture de police. Le coupable, nous le connaissons, nommons-le : c'est l'islam politique.

On compte 263 morts depuis Toulouse ! Cela suffit ! Plus que jamais, il est urgent de sortir du déni. Le même déni à mon sens qui frappe notre politique étrangère à l'égard de l'Iran. Comme nous tous, je suis fier du retour en force de la France dans le jeu diplomatique sous l'impulsion du Président de la République.

Je salue d'ailleurs les paroles fortes qu'il a prononcées pour dénoncer le recul des libertés en Turquie, alors que le président Trump semble honteusement abandonner nos alliés kurdes.

Je persiste à penser que notre complaisance envers la République islamique d'Iran est une faute politique et morale. Depuis quarante ans, le régime des mollahs nourrit « l'hydre islamiste » qu'a évoquée le Président de la République.

La France en fut l'une des premières victimes, je vous le rappelle, dès les années 1980, avec les attentats du Drakkar et de la rue de Rennes ! Tout récemment encore, il y a un an, un méga-attentat a été déjoué à Villepinte grâce au Mossad.

M. Le Drian a lui-même accusé l'Iran de l'attaque contre l'Arabie saoudite. Surtout, Téhéran est sur le point d'acquérir l'arme atomique et développe une capacité balistique pouvant atteindre l'Europe.

M. Jean-Paul Lecoq. Vive la paix ! Va-t-en-guerre !

M. Meyer Habib. Le 21 septembre, le chef des Gardiens de la Révolution a déclaré – je vous demande de bien écouter, chers collègues : « La destruction d'Israël n'est plus un rêve, mais un but atteignable ! ». Traduction : une nouvelle Shoah.

Quelle fut la réaction de la France ? Silence, rien. Alors que 150 000 Français que j'ai l'honneur de représenter à l'Assemblée nationale vivent en Israël !

On se démène pour sauver le régime des mollahs, on déroule le tapis rouge à Biarritz, on offre 15 milliards de crédits, on milite pour la levée des sanctions.

On propose et ils disposent ! Et ils refusent même !

Est-ce cela la diplomatie de l'audace ? Est-ce cela la vigilance voulue par le Président de la République alors que l'objectif déclaré des mollahs... (*M. Claude Goasguen applaudit.*)

M. le président. Merci, cher collègue.

La parole est à M. le ministre chargé des relations avec le Parlement.

M. Marc Fesneau, *ministre chargé des relations avec le Parlement.* Vous nous interrogez sur la situation particulière de cette région. En l'absence de Jean-Yves Le Drian, qui vous prie de bien vouloir l'excuser, je vais vous répondre.

En Syrie, la chute des derniers bastions de Daech ne signifie malheureusement pas la fin de la guerre. Au Nord-Ouest les bombardements meurtriers se poursuivent sur Idlib. Au Nord-Est, les informations relatives à une éventuelle opération militaire unilatérale de la Turquie sont extrêmement préoccupantes sur le plan humanitaire, mais également en raison des conséquences d'une éventuelle offensive sur les efforts collectifs de lutte contre le terrorisme. Daech n'a pas disparu, mais il est passé à la clandestinité depuis sa défaite territoriale.

Sur le plan politique, l'annonce par le secrétaire général des Nations unies d'un accord sur la formation du comité constitutionnel est une première étape attendue depuis longtemps et qui doit ouvrir la voie à un véritable processus politique.

Dans l'ensemble des zones reprises par le régime, les exactions qu'il commet représentent le principal obstacle au retour des réfugiés. Nous consacrerons au cours de ces trois prochaines années plus d'un milliard d'euros de prêts et de dons à ces réfugiés et à ceux qui les accueillent, notamment au Liban et en Jordanie. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

M. Meyer Habib. Ce n'est pas ma question !

M. Marc Fesneau, *ministre.* Face à cette situation, la France conduit globalement une diplomatie réaliste et résolue.

M. Sébastien Leclerc. Il faut tourner la fiche !

M. Marc Fesneau, *ministre.* La priorité reste la poursuite du combat contre la menace terroriste, pour notre sécurité nationale. (*« Non ! » sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

Nous appelons la Turquie à éviter une initiative qui irait à l'encontre des intérêts de la coalition globale contre Daech, dont elle fait partie. La sécurité de nos partenaires des forces démocratiques et des populations du Nord de la Syrie...

M. Marc Le Fur. Ce n'est pas la bonne fiche !

M. Marc Fesneau, *ministre.* Mais si ! Je réponds sur les questions de sécurité et de terrorisme. M. Meyer Habib a bien évoqué la question syrienne.

Outre le dispositif militaire, la stabilisation du Nord-Est est essentielle dans le cadre d'une gouvernance impliquant tous les partenaires.

Les paramètres d'une solution existent, là comme ailleurs. Ce sont, en particulier, le travail du comité constitutionnel pour une vision de la Constitution et les prochaines élections nationales. (*Sourires sur les bancs du groupe LR.*)

Sur cette base, il revient aux pays capables de peser sur la crise, et sur les autres crises, de prendre leur responsabilité, tout comme le fait la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Meyer Habib](#)

Circonscription : Français établis hors de France (8^e circonscription) - UDI, Agir et Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2254

Rubrique : Religions et cultes

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [9 octobre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [9 octobre 2019](#)